



CHANGEMENT CLIMATIQUE

Comment La Réunion se prépare

Hausse des températures, périodes de sécheresse plus longues, gestion de l'eau : La Réunion doit dès aujourd'hui anticiper les bouleversements du climat.

P.4-5

ENSEIGNANTS **P.3**

La tentation de l'autocensure



CONTRÔLE TECHNIQUE

La colère noire des motards **P.6**

SPL ESTIVAL **P.7**

Les salariés refusent de payer les pots cassés



VOLLEY-BALL **P.23**

La Ligue paralysée

CYCLISME **P.25**

Le Tour de France 2024 prend de la hauteur

5500€

À GAGNER AUJOURD'HUI

ENVIRONNEMENT

S'adapter au climat de 2040

Hier, le Conseil de la Culture, de l'Éducation et de l'Environnement recevait une centaine de personnes pour aborder les adaptations environnementales nécessaires que La Réunion devra anticiper le plus tôt possible.

Lutter contre le réchauffement climatique ne suffira pas, d'autant plus depuis une île d'à peine un million d'habitants face aux milliards d'humains et l'ampleur planétaire du phénomène. Forts de ce constat, la commission environnement du Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement (CCEE) a invité plusieurs citoyens - acteurs du monde associatif, chercheurs, étudiants, militants... - pour aborder les adaptations qui doivent amortir le bouleversement climatique.

Ils étaient hier au Moca (Mont-gaillard) pour assister aux présentations des CCEE de Guadeloupe et de Mayotte, l'un confronté à l'érosion, à la perte de biodiversité, à l'urbanisation... l'autre en pleine crise de l'eau, puis pour réfléchir sur différentes thématiques environnementales: eau, biodiversité, mobilité, agriculture, habitat...

La part du tec-tec

«On est un petit colibri, un petit tec-tec, on est petits mais on fera notre part», clame Axel Hoareau, président de la commission-cadre de vie développement territorial durable du Conseil de la culture de l'éducation et de l'environne-

ment. Mais il ne faut pas se faire d'illusion, on est déjà dans le changement. Comment s'adapter aux températures plus élevées et aux périodes de sécheresse plus longues ?

Les participants dessinent des solutions pour ne pas se laisser surprendre: réduire les pertes d'eau, envisager une agriculture plus résiliente aux épisodes de sécheresse, végétaliser les villes

pour baisser les températures...

Les problèmes sont légion mais Axel Hoareau espère que les solutions sont au moins aussi nombreuses, voire qu'elles existent déjà: «Il y a d'autres pays qui ont des périodes de chaleur beaucoup plus importante que nous et qui se sont adaptés. Donc il y a des solutions devant nous, mais si on ne fait pas les efforts aujourd'hui pour demain,



Des ateliers sur différentes thématiques pour penser aujourd'hui les problèmes de demain.

ressées par les questions environnementales à contribuer à la récente plateforme de concertation Pangar (Plateforme d'animation pour générer des actions contre le réchauffement) pour présenter leurs initiatives et leurs réflexions.

Alors que la préfecture vient de prendre un arrêté de vigilance et de limitation des usages de l'eau en raison de l'intensité de la saison sèche, la présence de Michel Charpentier, président de l'association des naturalistes de Mayotte, rappelle le coût de l'impréparation: «On attend des pouvoirs publics qu'ils fassent leur travail, notamment Météo France et les hydrogéologues, explique-t-il. Mais d'un autre côté, il faut que la population fasse une sorte de révolution culturelle et considère qu'il ne suffit pas de tourner le robinet. Il faut réfléchir à une utilisation plus raisonnée de nos ressources, à mobiliser l'eau non potable pour les chasses d'eau, l'arrosage, le nettoyage...»

La crise de l'eau mahoraise pose la question de la position des humains par rapport à leur environnement. Quand la nature arrive à court de ressources, de nouveaux comportements s'imposent. Plus ils seront anticipés, plus cette révolution pourra se faire en douceur.

Antoine D'AUDIGIER-EMPEREUR

Plateforme Pangar: pangar@lumat.ccee.re

Les agriculteurs pas encore à sec

Dans les communes concernées par les restrictions d'eau, comme Saint-Leu ou Cilaos, les agriculteurs ne souffrent pas encore de la sécheresse. «On arrive à arroser le soir au goutte-à-goutte, donc pour l'instant ça n'a pas de conséquences sur nous», dit un vigneron de Cilaos. «Il y a quatre ou cinq ans, à cette époque on n'avait pas d'eau du tout, on a la chance d'avoir pu capter la source du Grand Ruisseau et pour l'instant ça tient, même s'il faut laisser couler de l'eau au-dessus du captage», dit Maximin Payet qui surveille de près ses tomates sous serres à Mare-Sèche car «ça chauffe, mais on a un programmeur».

L'agriculteur, et syndicaliste FDSEA, af-

firme cependant que «sur l'île à Cordes on a un peu de soucis, et à Palmiste Rouge une adhérente à des problèmes d'eau».

Du côté de Stella à Saint-Leu, le manque de pluie se fait sentir. «On n'a pas encore de restrictions mais on s'efforce de ne pas faire n'importe quoi. S'il y a du vent on évite de mettre de l'eau ou on la met le soir. On ne fait pas de gaspillage», dit Thierry Silotia dont les cultures d'ail et d'oignons nécessitent beaucoup d'eau. Quant à la canne, «si dans un mois il n'a pas plu on verra l'impact sur les jeunes pousses», dit-il.

Les agriculteurs «ne sont pas encore impactés car la Saphir n'a pas encore coupé l'eau», dit Jean-Michel Moutama. Mais cela pourrait arriver s'il ne pleut pas en no-

vembre décembre car l'eau pourrait venir à manquer lorsqu'il faudra irriguer la canne. «Comme il fait chaud, ça ne laisse pas présager de bonnes choses pour l'avenir», dit-il estimant qu'il sera de plus en plus difficile de faire du maraîchage de plein champs.

Beaucoup d'ailleurs produisent déjà sous serres, et ce sont eux qui sont actuellement les plus inquiets car leurs cultures ont besoin d'eau. Ils anticipent donc les coupures d'eau et «font du stockage en ce moment», affirme le président de la CG-PER en soulignant qu'il est absolument nécessaire pour financer les citernes», car «dans tous les projets de serres, comme c'est du hors-sol, il faut du stockage».



«Si dans un mois il n'a pas plu on verra l'impact sur les jeunes pousses de canne», déclare un agriculteur. (Photo d'illustration)

Retenue collinaire au trois-quarts vide

Ainsi au Piton Bleu Isabelle Payet exprime son inquiétude car il ne reste qu'environ 500 m³ d'eau dans leur retenue collinaire de 2000 m³. «Ici on n'a pas de réservoir d'eau potable, ni d'eau d'irrigation», dit-elle en soulignant que cette retenue collinaire leur sert à la fois pour le ménage, et pour les animaux. Elle et son mari ont un cheptel d'une soixantaine de bovins, et

«mon gendre est en train de construire une porcherie donc on a aussi pris de l'eau pour la construction» dit-elle en précisant qu'ils ont eu un permis de construire pour cette porcherie, tout comme pour leur étable, et qu'ils ont régularisé la situation de la maison qui avait été construite par ses beaux-parents il y a plus de quarante ans. Elle aimerait donc bien voir un jour l'eau arriver jusque chez elle. «Apparemment il y a un projet, mais l'eau arrivera à 500 mètres de chez nous, on nous dit qu'il faut faire une étude et que ça coûterait trop cher», dit-elle.

Pour l'heure ces éleveurs sont surtout inquiets de la baisse du niveau de leur retenue collinaire. «La police municipale est passée hier pour faire un rapport, ils estiment qu'on a une capacité de trois mois. Mais avec cette chaleur les animaux boivent 40 à 50 litres d'eau au lieu de 30 litres, et donc dans un mois et demi on n'aura plus d'eau», souligne Isabelle Payet en espérant la pluie.

P.E.



Eau à La Réunion est peu chère, mais une part importante se perd en chemin. (Photos Emmanuel Grondin)

LE MINISTRE DES OUTRE-MER PHILIPPE VIGIER PROCHAINEMENT À LA RÉUNION

L'État va-t-il reprendre la gestion de l'eau ?

Interpellé par le député Perceval Gaillard sur les restrictions d'eau déjà en vigueur dans plusieurs communes, Gérard Darmanin a proposé que le préfet puisse reprendre la main sur ce dossier « si les collectivités le souhaitent ».

« À La Réunion 7 communes sur 24 sont soumises à des restrictions d'eau, alors que l'été austral débute à peine. Huit autres sont placées en vigilance », s'est ému le député réunionnais Insoumis Perceval Gaillard, lors des questions au gouvernement, mercredi. « Le mois dernier je suis allé à la rencontre des habitants du Chemin Payet, à La Chaloupe Saint-Leu, qui sont privés d'eau potable depuis 40 ans. 200 personnes qui survivent avec l'eau croupie des retenues collinaires et quelques bouteilles d'eau qui leur sont acheminées: femmes, enfants et personnes âgées compris », a-t-il déploré.

« Le Quotidien » avait recueilli les témoignages d'habitants de ce quartier, dans son édition du 1^{er} octobre: « On est très dépendants du camion-citernes. Il y a des semaines où le camion est en panne et où on n'est pas livré. Donc on doit gérer notre quantité d'eau sur deux semaines. Avec les enfants c'est très compliqué. On utilise l'eau uniquement pour nous laver et faire le ménage », indiquait par exemple Thierry, père de quatre enfants. Pour boire, il leur faut acheter des bouteilles, un budget conséquent pour des familles aux revenus contraints. Outre les conditions de vie des habitants, celles du développement économique du quartier son fortement compromises. Impossible par exemple d'ouvrir un gîte et d'y accueillir convenablement les clients.

« Comment cela est-il possible en 2023, 77 ans après la départementa-

tion de La Réunion ? » interroge Perceval Gaillard dans son adresse au ministre, et il ajoute: « Sur ce dossier j'ai interpellé la préfecture, qui doit réunir bientôt l'ensemble des acteurs autour d'une même table. Nous espérons avoir le soutien de l'État pour trouver une solution rapide à ce problème qui dure depuis trop longtemps. Partout dans nos territoires transocéaniques la question de l'eau se pose de manière aiguë, faisant suite à des années de sous-investissement structurel. En Guadeloupe la situation est catastrophique. À Mayotte elle est même pire maintenant qu'avant la départementalisation ».

Sous-investissement

Gérald Darmanin, le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer, a commencé par reconnaître que « dans les outre-mer et singulièrement dans l'océan Indien, il y a des difficultés d'accès à l'eau, depuis très longtemps, sous l'effet du réchauffement climatique, du manque de nappes phréatiques, mais aussi du phénomène El Niño qui touche particulièrement l'océan Indien et Mayotte ». Mais il a martelé qu'en ce qui concerne La Guadeloupe, Mayotte et La Réunion, « ce sont des responsabilités des collectivités locales. Et s'il y a sous-investissement, je veux dire ici que ce n'est pas de la part de l'État ».

Et d'avancer cette proposition: « Si votre question, c'est que l'État

des moins chères de France toutes régions confondues, elle y est aussi largement gaspillée (pour un litre qui arrive au robinet, presque un autre litre prélevé dans la ressource se perd dans les réseaux vétustes) et fréquemment de mauvaise qua-

lité. Selon l'ARS (« Le Quotidien » du 15 août), 46% des abonnés sont alimentés par des réseaux pour lesquels le risque sanitaire est avéré (détection de parasites pathogènes) ou permanent (absence de désinfection).

Kévin BULARD

LE SÉCHOIR
LA RÉUNION

Festival
Cultuel
des Hauts
de l'Ouest

Dann
Kër
Lé
0

DU 28 OCTOBRE 2023
AU 16 DÉCEMBRE 2023

1^{re} EDITION

LA CHALOUPE
SAM. 28 OCT.

TAN ROUGE
SAM. 25 NOV.

TROIS-BASSINS
SAM. 4 NOV.
DIM. 5 NOV.

DOS-D'ÂNE
SAM. 9 DÉC.

MAFATE, LA NOUVELLE
SAM. 18 DÉC.

CHRISTINE SALEM • DANSES EN L'R •
BRICE LIE • CIRQUONS FLEX • TINE POPPY •
ALPACA ROSE • TIC TAC FAMILY • NATTY DREAD •
BAKARI • SAFARI • ANOU MEME •
ATELIER 212 • MORPHOSE • TIKOK VELLAYE •
KARANBOLAZ • SONS DE TOILE • TI SEL •
KAF MALBAR..



Philippe Vigier pourrait confier aux services de l'Etat la gestion des réseaux d'eau.



Perceval Gaillard.